

Hamon et Mélenchon : leurs programmes Environnement sont d'accord à 90 %

14 mars 2017 / [Lorène Lavocat \(Reporterre\)](#)



Les deux candidats à l'élection présidentielle n'ont pas réussi à s'entendre. Pourtant, ils partagent une analyse proche sur l'urgence écologique, et leurs programmes ne sont pas très éloignés. Institutions, énergie, agriculture, transition écologique, revenu universel... Reporterre a comparé les projets point par point.

Depuis ce discret dîner du 24 février, le divorce est consommé : le rapprochement un temps évoqué entre Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon n'aura pas lieu. Les points d'accord — pourtant nombreux — entre les deux candidats de gauche n'ont pas suffi à masquer les divergences.

La **plate-forme présidentielle** adoptée par le Parti socialiste et les écologistes en février comprend pourtant de nombreuses mesures présentes dans l'**Avenir en commun**, le programme de la France insoumise. Et pour cause, les deux mouvements partent du même constat : celui de l'urgence écologique. Les désaccords paraissent donc plus stratégiques que programmatiques. **Comme nous l'expliquait la mélenchoniste Martine Billard** fin février, « *le problème ne porte pas sur la ligne de Benoît Hamon, mais sur les parlementaires [PS] qui ne sont pas sur sa ligne* », qui pourraient se « *cramponner à leurs circonscriptions* » et empêcher alors le gouvernement élu de « *mener une politique différente* ». Pour autant, au-delà des cuisines internes d'appareil, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon ne partagent pas tout à fait la même vision politique.

Le premier, **interviewé par Reporterre en juin 2016**, met en avant la planification, la relance keynésienne et le protectionnisme comme principaux leviers d'action. Benoît Hamon, que **nous avons rencontré en janvier**, remet en cause l'idée de croissance économique et se place dans une perspective plutôt antiproductiviste et européenne.

Voici donc un passage en revue des principaux points d'accord... ou de désaccord entre les deux candidats et leur programme.

Le changement de régime

Les deux candidats sont ici **plutôt d'accord**, même si l'Avenir en commun est plus précis et plus complet.

La « *fin de la monarchie présidentielle* » est en effet l'une des priorités programmatiques

de la France insoumise. Le mouvement prône un passage à la VI^e République, via une Assemblée constituante composée de citoyens « novices » en politique (qui n'auraient jamais été élus) ou tirés au sort. Parmi les nombreuses propositions pour la nouvelle Constitution, les Insoumis souhaitent la reconnaissance du vote blanc, la mise en place d'un référendum d'initiative populaire et du vote obligatoire, le remplacement du Sénat par une Assemblée de l'intervention populaire.

Mais, surtout, le nouveau texte devrait instaurer une « règle verte », que Martine Billard nous a décrit ainsi : « *C'est le principe qu'il ne faut pas prendre à la planète plus de ressources renouvelables que ce qu'elle peut reconstituer, et qu'il ne faut pas produire plus de déchets que ce qu'elle peut absorber.* »



Rassemblement à l'instigation du Front de gauche pour une VI^e République, place de la Bastille, le 18 mars 2012.

Dans le cadre de la plate-forme présidentielle partagée entre le PS et EELV, Benoît Hamon prévoit également de passer à la VI^e République. Pour ce faire, « *une conférence citoyenne réunissant trois collèges sera installée dès l'été 2017* ». Parlementaires et citoyens auront pour mission de rédiger, en un an maximum, un projet de Constitution,

qui sera ensuite soumis à référendum.

Ce nouveau texte devra notamment protéger les biens communs que sont l'eau, l'air, la terre, instaurer des élections à la proportionnelle, transformer le Sénat « *pour y introduire un collège citoyen, un collège des territoires avec des élus et un collège des forces vives avec des représentants de la société civile* », prévoir un septennat présidentiel non renouvelable et interdire le cumul des mandats, reconnaître le vote blanc et le droit de vote des étrangers aux élections locales. Autre proposition phare du candidat socialiste, la mise en place d'un 49-3 citoyen « *qui permettra à 1 % du corps électoral d'imposer au Parlement d'examiner une proposition de loi ou de suspendre l'application d'une loi* ». Enfin, le programme présidentiel prévoit la création d'un poste de vice-premier ministre au Développement durable, « *garantissant la prise en compte transversale de cet enjeu* ».

La sortie du nucléaire et la transition énergétique

Les deux candidats sont ici **plutôt d'accord**, tant sur l'objectif que sur le calendrier et la stratégie. Tous deux s'inspirent en fait largement du scénario **Négawatt**.

Côté socialistes et écologistes, on promet une sortie progressive et intégrale du nucléaire, « *avec objectif d'y parvenir à l'horizon d'une génération, soit 25 ans* ». Avant l'accord, Benoît Hamon s'était engagé à diminuer la part du nucléaire à 50 % d'ici à 2025. Cette transition énergétique se ferait notamment par « *un grand plan d'efficacité et de sobriété énergétique* », non chiffré pour le moment. Le candidat insiste également sur la sortie du diesel à l'horizon 2025 et sur la fin du projet d'enfouissement profond à Bure.

La France insoumise veut de son côté s'orienter vers un mix électrique 100 % renouvelable à l'horizon 2050, « *sur la base d'une planification donnant la priorité aux mesures de réduction de la consommation d'énergie et au développement des filières d'énergie renouvelable* ». Pour sortir du nucléaire, Jean-Luc Mélenchon préconise la création d'un pôle public de l'énergie « *en renationalisant EDF et Engie [ex-GDF]* ».

Une transition qui commencerait par l'arrêt de la centrale de Fessenheim, l'abandon du projet d'EPR de Flamanville et l'abandon de l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure.

Les Insoumis espèrent également une baisse de 65 % de la consommation d'énergie d'ici à 2050, grâce à un plan d'investissement de 20 milliards d'euros afin d'assurer l'isolation thermique de 700.000 logements.

L'abandon de Notre-Dame-des-Landes

Les deux candidats sont **d'accord**.

Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon se sont prononcés pour l'abandon du projet d'aéroport. Le premier a précisé l'an dernier à *Reporterre* que, « *dans le processus de Notre-Dame-des-Landes, on retrouve toutes les caractéristiques de la crise structurelle en profondeur de la démocratie* ». Le second nous a expliqué que « *les questions qui doivent être placées au sommet des préoccupations sont la biodiversité, la paix sociale et la paix civile. Passer en force [à NDDL], c'est le désordre. Abandonner, cela n'est pas le désordre.* » Sauf que, sous la pression des conservateurs du PS, le candidat Hamon modère sa position : certes, il n'y aura pas d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, indique son directeur de campagne, Mathieu Hanotin, au *Journal du dimanche*, « *mais nous sommes ouverts à d'autres solutions, comme un autre site* ».

Le soutien à l'agriculture paysanne et biologique

Les deux candidats sont **d'accord** sur l'objectif de transition écologique de l'agriculture et sur la nécessité de réorienter la politique agricole commune (PAC) vers l'agroécologie. Ils se sont tous deux engagés à interdire les pesticides les plus dangereux (néonicotinoïdes, glyphosate) et à améliorer les conditions de vie des animaux d'élevage.

Ils ne partagent pas en revanche la même stratégie.

Chez les Insoumis, la « *transition écologique de l'agriculture* » passe par une loi de planification, « *avec un calendrier de la transition sur dix ans, précisant les objectifs intermédiaires à atteindre* » et un soutien financier pour « *les productions spécifiques : agriculture biologique, diversification des rotations, production de protéines végétales, agroforesterie, implantation de haies, autonomie fourragère des exploitations* ». Et seul parmi tous les candidats, Jean-Luc Mélenchon fixe l'objectif ambitieux « *de créer 300.000 agriculteurs grâce à des prix rémunérateurs et une refonte de la PAC* ».



Un exemple d'écoverger utilisé en agroforesterie. Il permet d'associer l'arbre fruitier de haute tige et la prairie.

Partant du constat que « *40 % des agriculteurs devraient partir à la retraite d'ici à 2020* », Benoît Hamon entend « *saisir ce moment pour engager une conversion de notre agriculture* ». Cette transition serait soutenue par un programme d'investissements agricoles pour « *les projets de développement agroécologique, les circuits courts et les coopératives* »

. La plate-forme d'accord prévoit également la tenue d'un Grenelle de l'alimentation et de l'agriculture.

Le rôle de l'Europe dans la transition écologique

Les deux candidats ne sont **pas d'accord** sur la place de l'Union européenne dans la transition écologique. Ils s'accordent par contre sur l'opposition aux accords de libre-échange (Ceta, Tafta).

Benoît Hamon veut faire de l'Europe un levier de la transition énergétique : « *Je proposerai un plan d'investissement de 1.000 milliards d'euros centré sur la transition écologique et à destination prioritaire des zones de l'Europe les plus défavorisées* », indique-t-il sur son site. La plate-forme d'accord insiste également sur la nécessaire convergence fiscale et la lutte contre l'évasion fiscale, ainsi que sur « *une mutualisation de tout ou partie des dettes* ».

Le programme de la France insoumise part au contraire du constat d'une « *UE contre les peuples* », et propose de sortir si besoin est des traités européens. Le plan A de Mélenchon prévoit une refonte de l'Union, fondée sur la fin de l'indépendance de la BCE , une conférence sur des annulations de dette, et la mise en place d'un protectionnisme solidaire, défini ainsi par le candidat dans nos colonnes : « *Cela veut dire empêcher des choses de rentrer et d'autres de sortir. Par exemple, les productions agricoles à vil prix déversées sur des marchés qu'on impose d'ouvrir par la voie européenne et qui ont tué toutes les productions locales qui n'étaient pas monétisées.* » En cas d'échec de la renégociation, le plan B, comme « *bye bye* », prévoit une sortie de l'Union européenne.

Le revenu universel

Les deux candidats ne sont **pas d'accord** sur la création d'un revenu universel. Ils sont

en revanche sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la diminution du temps de travail et l'abrogation de la loi El Khomri.

La création d'un revenu universel d'existence est la mesure qui a fait connaître Benoît Hamon. Jeudi 9 mars, il a cependant présenté sur *France 2* une version largement remaniée de sa mesure phare. Alors que l'allocation était censée être versée à tous les jeunes sans condition de revenus, celle-ci sera désormais uniquement réservée à tous ceux — jeunes et moins jeunes — qui gagnent moins de 1,9 smic, soit 2.185 euros nets mensuels, avec un système de dégressivité. En revanche, les Français bénéficieront désormais mécaniquement des aides sociales - RSA, prime d'activité – que beaucoup ne demandent pas. L'équipe du candidat préfère désormais parler d'un « *filet de sécurité universel* » accessible à tous.



Comme il l'expliquait à *Reporterre*, le candidat socialiste estime qu'il « *faut repenser notre modèle de développement à l'aune de cette raréfaction du travail* ». Son

programme prévoit de maintenir la durée légale du travail à 35 h, tout en organisant « *la baisse du temps de travail par un droit inconditionnel au temps partiel accompagné d'une compensation salariale* », et par une incitation financière pour les entreprises qui réduiraient du temps de travail.

Les Insoumis revendiquent quant à eux une diminution du temps de travail hebdomadaire, de 35 à 32 puis 30 h, et une augmentation de la durée des congés payés à 6 voire 7 semaines. Jean-Luc Mélenchon n'est pas favorable au revenu universel, mais il propose un service citoyen de neuf mois et une allocation d'autonomie pendant trois ans pour les 18-24 ans, ainsi qu'une revalorisation des minima sociaux et du Smic.

Comment financer la transition écologique ?

Les deux candidats ne sont **pas d'accord**. Alors que Jean-Luc Mélenchon table sur une politique d'investissement et de relance budgétaire très keynésienne, Benoît Hamon met en avant une réforme des impôts et l'instauration d'une fiscalité écologique.

Ainsi, les 100 milliards d'euros d'investissements prévus dès l'arrivée de l'Insoumis à l'Élysée seraient financés par l'emprunt, et consacrés notamment à « *l'urgence écologique* ». Par la suite, le candidat de la France insoumise espère engranger des recettes par la suppression du pacte de responsabilité et la lutte contre la fraude fiscale, ainsi que par une augmentation du taux de prélèvements obligatoires.

Pour financer la transition écologique, estimée à 60 milliards d'euros, Benoît Hamon veut instaurer une TVA différenciée pour les produits à faible empreinte carbone. « *Je rendrai la fiscalité incitative pour guider l'épargne des Français vers des investissements verts* », précise-t-il. Le candidat veut également créer une taxe sur la richesse créée par les robots afin de financer la protection sociale. Enfin, en accord avec les écologistes, il entend procéder à une refonte de l'impôt sur le revenu, « *devenu complexe, illisible et régressif* »

, en l'individualisant et en le fusionnant avec la CSG, tout en le rendant plus progressif par une augmentation du nombre de tranches.

« Construire l'unité dans l'action »

Comme l'indiquait notre chroniqueuse Corinne Morel Darleux, membre du Parti de gauche, « *les deux lignes [d'Hamon et de Mélenchon] ne se seraient pas forcément additionnées, car nombre d'Insoumis n'auraient pas suivi, de même que de nombreux membres du PS n'auraient pas voté Jean-Luc Mélenchon. L'unité ne provoque pas toujours des additions* ». Pour elle, les conditions du rapprochement ne sont donc pas encore réunies.

Mais cette séquence d'amour et de désamour entre les deux candidats de gauche a tout de même permis à chacun d'envisager l'alliance. « *L'unité ne fait pas que se discuter à coups de tribunes, de pétitions ni dans des discussions d'appareil : elle se construit dans l'action* », rappelle M^{me} Morel Darleux. Pour elle, la marche pour la VI^e République du 18 mars — grand temps fort de la campagne des Insoumis — doit être un premier terrain de convergence.

Benoît Hamon n'a pas encore précisé s'il se rendrait place de la Bastille le 18 mars... mais il tiendra un grand meeting à Bercy le lendemain.

Lire aussi : [Campagne présidentielle : que chacune agisse là où elle se sent utile](#)

Source : Lorène Lavocat pour *Reporterre*

Photos :

- . chapô : © Éric Coquelin/*Reporterre*, montage *Reporterre*
- . VI^e République : [Flickr](#) (Camille Gévaudan/CC BY-SA 2.0)
- . écoverger : [Wikipedia](#) (EwigLernender/CC BY-SA 3.0)

Dessin : © Félix Blondel/*Reporterre*

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Hamon-et-Melenchon-leurs-programmes-Environnement-sont-d-accord-a-90>